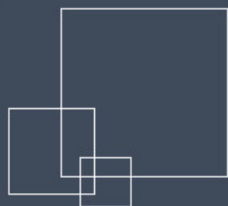


RÉSUMÉ



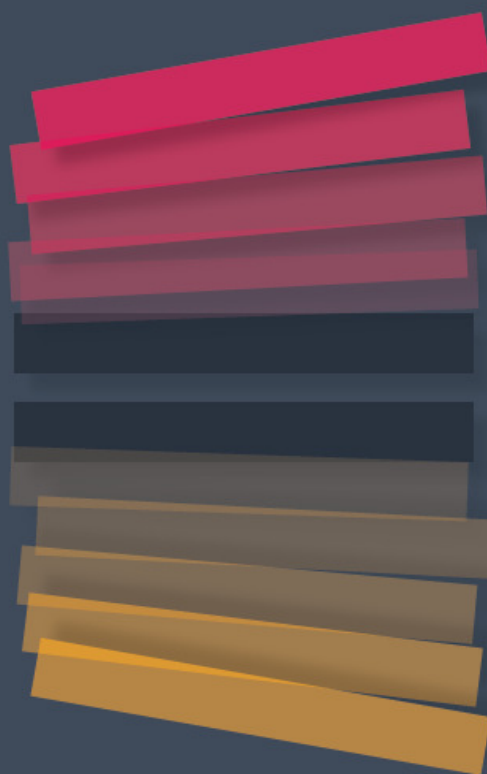
Rapport sur le travail dans le monde 2008



Organisation
internationale
du Travail



INSTITUT
INTERNATIONAL
D'ÉTUDES SOCIALES



Les inégalités de revenu à l'épreuve
de la mondialisation financière

Rapport sur le travail dans le monde 2008

Les inégalités de revenu à l'épreuve de la mondialisation financière

Résumé

Pré-édition

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES SOCIALES

L'*Institut international d'études sociales (IIES)* a été fondé en 1960, en tant qu'organe autonome de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Son mandat est de promouvoir les débats publics ainsi que la recherche en matière de politique dans des domaines d'actualité et d'intérêt pour l'OIT et sa composante tripartite : les gouvernements, les employeurs et les travailleurs.

Copyright © Organisation internationale du Travail (Institut international d'études sociales)

2008.

De courts passages pourront être reproduits sans autorisation à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Service d'édition, Institut international d'études sociales, case postale 6, CH-1211 Genève 22 (Suisse).

ISBN 978-92-9014-878-4 (imprimé)

Première édition 2008

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que l'Institut international d'études sociales souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

Les demandes pour cette publication doivent être adressées à : Publications de l'Institut international d'études sociales, case postale 6, CH-1211 Genève 22 (Suisse).

Résumé

La crise financière frappe le monde du travail...

La crise financière qui s'est développée l'an passé et qui a éclaté en août dernier représente l'une des menaces les plus importantes de l'histoire moderne pour l'économie mondiale. Le resserrement du crédit et l'effondrement des bourses commencent à affecter les décisions d'investissement des entreprises, tout comme les revenus et les emplois des travailleurs. Plusieurs grandes économies développées sont sur le point de rentrer en récession et le chômage est en hausse. La croissance économique des économies émergentes et des pays en développement s'est ralentie, parfois considérablement.

Les nombreuses tentatives de surmonter la crise financière sont évidemment les bienvenues ; elles devraient en principe permettre d'éviter une nouvelle Grande Dépression. Aussi importants que soient les plans de sauvetage financier, il demeure néanmoins crucial de traiter également les dimensions structurelles de la crise. Comme le montre ce *Rapport sur le travail dans le monde*, le creusement des inégalités de revenus qui s'est produit avant la crise est très instructif à cet égard.

... et survient dans un contexte d'inégalités de revenu qui se creusent...

Alors que le coût des plans de sauvetage financier sera supporté par tous, les bénéfices de la période d'expansion qui a précédé ont été inégalement partagés.

Entre le début des années 1990 et le milieu des années 2000, le revenu total des ménages à hauts revenus s'est accru plus rapidement que celui des ménages à moyen et bas revenus, dans environ deux tiers des pays pour lesquels on dispose de données (Chapitre 1). Des tendances comparables apparaissent au travers d'autres indicateurs d'inégalités de revenus, tels que le rapport entre revenus du travail et profits, ou le rapport entre salaires les plus élevés et salaires les plus faibles. Dans 51 des 73 pays pour lesquels des données sont disponibles, la part des salaires dans le revenu total a reculé au cours des vingt dernières années. Dans le même temps, les disparités de revenus entre les 10 pour cent des salariés les mieux payés et les 10 pour cent les plus mal rémunérés se sont accrues dans 70 pour cent des pays étudiés.

Ce fut une période de croissance économique relativement rapide et de forte création d'emplois. En 2007, l'emploi mondial était presque un tiers plus élevé qu'en 1990. En bref, les gains de la période d'expansion qui s'est achevée en 2007 ont davantage bénéficié aux catégories les plus riches, plutôt qu'à celles ayant des revenus moyens ou faibles.

... à un rythme qui a probablement été excessif

De plus fortes disparités de revenus peuvent être utiles. Elles peuvent être le reflet d'une meilleure récompense des efforts au travail, pour l'innovation et le développement des qualifications. Ce qui, par ricochet, améliore les perspectives économiques pour tous, pauvres et riches. Inversement, une échelle des revenus trop resserrée peut affecter les perspectives d'emploi – par exemple parce que le marché du travail n'est pas suffisamment attractif pour les travailleurs potentiels. Trop peu d'inégalités de revenu peut aussi affaiblir l'incitation à prendre des risques ou à investir dans le capital humain, affectant les perspectives de croissance économique.

Cependant, dans certaines circonstances, de plus fortes inégalités de revenus sont à la fois socialement préjudiciables et économiquement problématiques.

L'expérience montre que les conflits sociaux se multiplient quand les inégalités sont perçues comme excessives. Le soutien de l'opinion aux politiques de croissance s'érode si les catégories à bas salaires et les classes moyennes pensent que ces politiques font peu de choses pour améliorer leur situation ou celle de leurs enfants, alors qu'elles bénéficient aux catégories les mieux rémunérées. Des enquêtes montrent que les personnes interrogées deviennent moins tolérantes vis-à-vis des inégalités croissantes.

Le rapport montre aussi qu'il existait déjà, avant la crise financière, des signes que la tendance à la hausse des inégalités de revenus n'était pas soutenable. En raison de la forte modération salariale, les travailleurs et leurs familles se sont endettés davantage afin de financer l'acquisition de logement – et parfois aussi leurs besoins de consommation. Les innovations financières ont facilité l'endettement, qui a permis de soutenir la demande intérieure et la croissance économique dans certains pays. Cependant, la crise souligne les limites de ce modèle de croissance.

C'est pourquoi il est crucial pour les décideurs politiques de veiller à ce que les inégalités de revenu ne croissent pas dans des proportions excessives. Dans le même temps, toute action dans ce domaine doit viser à soutenir l'emploi. Le rapport montre qu'il est possible de remplir à la fois des objectifs d'emploi et d'équité.

Les modèles inégalitaires reflètent, tout d'abord, un processus de mondialisation financière qui a amplifié l'instabilité économique,...

Le chapitre 2 du rapport montre que la mondialisation financière – provoquée par la déréglementation des flux de capitaux à l'échelle internationale – a été un facteur majeur d'inégalité de revenus.

L'espoir était que la mondialisation financière contribuerait à améliorer l'allocation des ressources et donc à stimuler la croissance économique, tout en allégeant les contraintes qui pèsent sur le crédit et en améliorant les perspectives de revenus des catégories les plus démunies.

Pourtant, la mondialisation financière n'a pas réussi à améliorer la productivité mondiale et la croissance de l'emploi. De plus, elle a amplifié l'instabilité économique. Dans les années 1990, les crises du système bancaire ont été dix fois plus fréquentes qu'à la fin des tumultueuses années 1970. Cette instabilité accrue a généralement un coût excessif pour les catégories à bas revenus. Les épisodes de crise précédents suggèrent que les destructions d'emploi engendrées par les crises financières sont particulièrement fortes, et ont des effets à long terme sur les groupes les plus vulnérables. Le chômage est susceptible de s'aggraver en raison de l'effondrement de l'investissement ; ce qui risque de creuser un peu plus les inégalités. En outre, il apparaît clairement que la mondialisation financière a renforcé la tendance à la baisse de la part des salaires que l'on observe dans la plupart des pays. D'autre part, la mondialisation financière a contribué à discipliner les politiques macroéconomiques, aussi bien dans les pays en développement que dans les économies émergentes.

Par conséquent, la politique à entreprendre n'est ni la dérégulation financière ni l'isolement. Il existe plusieurs options politiques pour parvenir à un « voie moyenne ». Ce qui importe, c'est que les gouvernements prennent en compte l'impact social de chacune des options. Une approche nuancée de la mondialisation financière est particulièrement importante dans les pays où les marchés financiers ne sont pas suffisamment développés et où les mécanismes de contrôle prudentiels sont faibles,

comme c'est le cas dans de nombreux pays en développement. Mais d'une manière générale, il est crucial de renforcer la réglementation prudentielle de façon à réduire les prises de risques inconsidérées de la part de certains acteurs financiers. En effet, il existe un aléa moral lorsque ces acteurs engrangent tous les bénéfices liés à des prises de risque irresponsables, alors que les pertes engendrées sont supportées les contribuables, ceux qui perdent leur emploi et la collectivité dans son ensemble. Il y a aussi place pour une action coordonnée entre les pays.

... deuxièmement, des hausses excessives de la rémunération des dirigeants, déconnectée des performances de l'entreprise...

L'évolution de la gouvernance mondiale des entreprises a également contribué à la perception d'inégalités de revenu excessives. Une évolution fondamentale fut l'utilisation des systèmes dits de « rémunération basée sur la performance » pour les cadres dirigeants et les chefs d'entreprise.

Le résultat a été une hausse démesurée des salaires des dirigeants. Aux Etats-Unis par exemple, entre 2003 et 2007, la rémunération des directeurs généraux a augmenté en termes réels de 45%, au total, comparé à une hausse de 15% pour les dirigeants moyens et moins de 3% pour le travailleur américain moyen. Ainsi, en 2007, les dirigeants des 15 plus grandes entreprises américaines gagnaient en moyenne plus de 500 fois le salaire moyen d'un employé, contre 300 fois en 2003. Des tendances similaires peuvent être observées dans d'autres pays tels que l'Australie, l'Allemagne, Hong Kong (Chine), les Pays Bas et l'Afrique du Sud.

Fait important, les études montrent que ces systèmes ont engendré des effets très modérés, voir inexistant sur la performance des entreprises. De plus, de fortes variations existent entre les pays, certains n'affichant pratiquement aucune relation entre la rémunération basée sur les performances et les profits des entreprises. Bien que d'autres recherches soient encore nécessaires dans ce domaine, une explication plausible des tendances observées est que les dirigeants occupent une position dominante dans la négociation avec les actionnaires, un phénomène facilité par un cadre institutionnel défaillant.

Au total, les faits montrent que l'évolution de la rémunération des dirigeants a été à la fois un facteur d'accroissement des inégalités et d'inefficacité économique. L'action politique a dès lors un rôle à jouer. A cet égard, plusieurs options de réformes sont débattues. Mais il est trop tôt pour évaluer les coûts et les avantages de chacune d'entre elles.

... troisièmement, un changement institutionnel et des politiques de redistribution plus faibles...

Les politiques sociales et fiscales ainsi que les politiques de l'emploi telles que mises en œuvre dans les pays ont aussi contribué aux résultats observés. Les institutions sociales continuent de jouer un rôle redistributif dans la majorité des pays analysés, en dépit du déclin de la syndicalisation illustré au Chapitre 3. En particulier, un fort taux de syndicalisation, une structure de négociation collective mieux coordonnée et une meilleure application des conventions collectives sont généralement associés à moins d'inégalités. Cependant, il est difficile pour ces institutions d'atténuer les tendances globales nées de la mondialisation. En général, il semble que le pouvoir de négociation des employés se soit affaibli, même dans les pays connaissant des pénuries de main d'œuvre.

Un autre facteur important a été le développement croissant de l'emploi atypique observé au cours des 15 dernières années dans la majorité des pays (Chapitre 4). En effet, l'emploi atypique est significativement moins bien rémunéré que l'emploi standard. Plus fondamentalement, l'évolution des contrats de travail peut également avoir contribué à l'affaiblissement du pouvoir de négociation des travailleurs, en particulier des moins qualifiés.

Enfin, la fiscalité est devenue moins progressive dans l'immense majorité des pays et donc moins apte à redistribuer les gains de la croissance économique. Cela se traduit par des baisses d'impôts pour les plus hauts revenus (Chapitre 5). Entre 1993 et 2007, le taux moyen d'imposition des entreprises (pour tous les pays où existent des données) a diminué de 10 points de pourcentage. Pour ce qui est des taux d'imposition sur les revenus les plus élevés des personnes physiques, la baisse a été de 3 points de pourcentage au cours de la même période. Le Chapitre 5 montre également que la moindre progressivité de l'impôt n'a généralement pas été contrebalancé par les politiques sociales.

Réduire l'imposition des revenus élevés ou des profits peut se justifier au vu de critères d'efficacité économique. Cela peut même répondre aux objectifs d'équité dans certains cas – grâce à un effet de levier général. Cependant, dans d'autres cas, de telles réductions d'impôt sont sous optimales, même dans la perspective d'un compromis efficacité-équité. De la même manière, une protection sociale plus forte, si elle est bien conçue, peut servir des objectifs d'emploi. Le rapport fournit des exemples de ces politiques pour des pays ayant des niveaux de développement économique différents. L'utilisation de transferts monétaires conditionnés constitue une innovation intéressante à cet égard.

Il est maintenant temps de faire progresser l'Agenda pour le travail décent

Les analyses de ce *Rapport sur le travail dans le monde* montrent que si les décideurs politiques sont préoccupés à la fois par les inégalités excessives et par le manque d'emplois dans leur pays, ils ont à leur disposition un outil efficace. Le Chapitre 6 montre que les pays qui ont des institutions tripartites relativement fortes, une réglementation du travail et une protection sociale bien conçues et un respect des droits fondamentaux des travailleurs, réussissent bien, non seulement en termes d'emploi mais aussi pour limiter la hausse des inégalités de revenus. C'est l'essence même de l'Agenda pour le travail décent.

Faire avancer l'Agenda permettrait de traiter les conséquences sociales de la crise financière. En même temps qu'une réforme de l'architecture financière, cela contribuerait également à la création d'une économie plus équilibrée et plus durable.

Raymond Torres
Directeur
Institut international d'études sociales